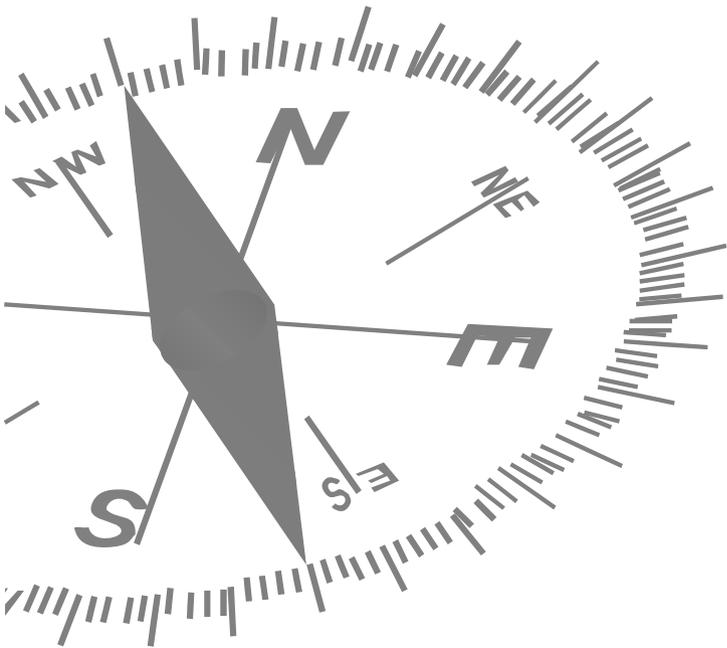




The Binding Origin Information (BOI)



WORLD CUSTOMS ORGANIZATION
ORGANISATION MONDIALE DES DOUANES



The relevant legal framework



The european framework : *articles 5 to 12 of implementation provisions of european customs code : regulation (CEE) 2454/ 1993 Commission of 2 july 1993.*



WTO OMC

WTO Marrakesh Agreement of 15 april 1994 : *annex 1a on rules of origin which force the Member States to give operators advices on origin of their goods*

WCO has published non-binding technical guidelines on BOI

The BOI in France

It is issued :

- for the origin marking such as « EU » or « France » pursuant to non-preferential rules of origin ;
- to benefit a free trade agreement pursuant to the rules of the concerned agreement.

Goals :

- 1- our importers can benefit of reduced or zero-rate of customs duties thanks to a better knowledge of the rules of origin in the FTAs ;
- 2- our exporters can win new markets thanks to the potential of the FTAs ;
- 3- Our manufacturers can highlight an origin « EU » or « France » through the origin marking ;
- 4- to secure operator's flows by determining the origin of their goods ;
- 5- to alert the operators on risks and opportunities in managing the origin.

The BOI in France

More generally speaking, the BOI is part of a commitment **to the three pillars of security customs clearance** : tariff classification (BTI), origin (BOI) and customs value (customs value information).

Thereby, customs administration positions itself as a **company partner**.

French customs tries to act **before** the customs clearance.

That's why French customs promotes the BOI as a **tool of security to customs clearance**.

The request form

Imprimer

Réinitialiser



RCO

Demande de renseignement contraignant sur l'origine

Article 12 du règlement(CEE) n° 2913 du Conseil du 12 octobre 1992

DEMANDEUR
1. Nom et prénoms ou raison sociale <input type="text"/>
Adresse <input type="text"/>
2. N° SIRET du principal établissement <input type="text"/>
3. Coordonnées du correspondant (adresse postale, adresse électronique et numéro de téléphone) <input type="text"/>
TITULAIRE DU RCO
4. Nom et prénoms ou raison sociale <input type="text"/>
Adresse <input type="text"/>



Procedure :

- filling the form online
- help available by way of guidelines
- only one copy required
- exchanges of informations with the customs office if necessary
- centralized issuing office
- issuing in 150 days as soon as the file is in order (120 days in 2016)
- priority treatment for the Agreed Economic Operators (AEO).

« La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative aux fichiers nominatifs garantit un droit d'accès et de rectification des données auprès des organismes destinataires du formulaire »

The issued BOI

France focuses on a detailed argumentary :
the origin determination should be **understandable** by the operator.

In practice

→ if an operator could not obtain a preferential origin, French customs must issue a non-preferential origin BOI.

→ if necessary, French customs detailed their position in an official way.

In every cases :

→ BOI is valid for 3 years and binding in all the Member States of the EU.

COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE - RENSEIGNEMENT CONTRAIGNANT EN MATIÈRE D'ORIGINE - RCO

<p>1. Autorité douanière compétente</p> <p>Direction générale des douanes et des droits indirects Bureau E1 11 rue des deux communes 93558 Montreuil CEDEX</p>	<p>2. Référence du RCO</p> <p>FR / 13 - [REDACTED]</p> <p>3. Date de début de validité</p> <p>Année Mois Jour</p> <p>date de la signature</p>
<p>4. Titulaire</p> <p>[REDACTED]</p>	<p>5. Date et référence de la demande</p> <p>Année Mois Jour</p> <p>[REDACTED] / [REDACTED] / [REDACTED]</p> <p>6. Classement de la marchandise dans la nomenclature</p> <p>9613 80 00</p> <p>(Ce classement présente un caractère purement indicatif et n'a aucun effet contraignant sur l'administration, sauf en cas de RTC visé à la case 17)</p>

Note importante :
Sans préjudice des dispositions de l'article 12 paragraphes 4 et 5 du règlement (CEE) n° 2913/92 du Conseil, le présent RCO est valable pendant trois ans à partir de la date du début de validité. Les informations fournies seront enregistrées dans une banque de données de la Commission aux fins d'application du règlement (CEE) n° 2454/93 modifié de la Commission. Le titulaire est autorisé à présenter un recours contre le présent RCO. Le titulaire du RCO doit être en mesure de prouver que la marchandise concernée et les circonstances ayant déterminé l'acquisition de l'origine sont conformes en tous points à la marchandise et aux circonstances décrites dans le renseignement.

7. Description de la marchandise et (le cas échéant) sa composition ainsi que les méthodes d'examen utilisées ; désignation commerciale

[REDACTED]

8. Pays d'origine et cadre juridique (non préférentiel/préférentiel ; référence à d'éventuels accords, convention, décision, règlement, autres)

Origine préférentielle Union européenne (UE). Protocole origine de l'accord UE/ Corée publié au JOUE L127 du 14/05/11.

9. Justification de la déclaration d'origine par l'autorité douanière (Produits entièrement obtenus, dernière transformation substantielle (article 24 du règlement (CEE) n° 2913/92), transformation ou ouvrage suffisante, cumul de l'origine, autres)

La règle de liste applicable au chapitre 96 dans le protocole origine de l'accord UE/ Corée est la suivante : fabrication à partir de matières de toute position, à l'exclusion des matières de la même position que le produit.

Dans la mesure où le produit final est fabriqué à partir de matières de toute position, à l'exclusion des matières de la même position que le produit (9613 80 00), et qu'il ne fait pas l'objet d'une transformation insuffisante visée à l'article 6 du protocole, origine de l'accord UE/ Corée, le produit final obtient donc l'origine préférentielle Union européenne au regard des règles applicables à l'accord UE/ Corée.

Par ailleurs, le principe du transport direct, établi à l'article 13 du protocole origine de l'accord UE/ Corée, devra être respecté.

Montreuil, le [REDACTED] Réf. [REDACTED] Signature

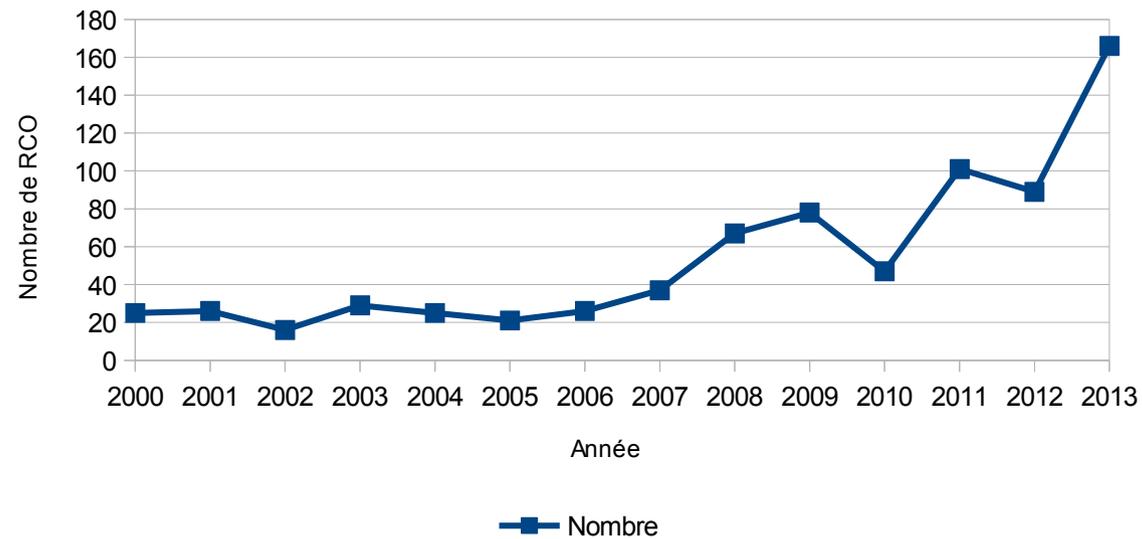
L'administratrice civile,
chef du bureau E1,
son adjointe,
[Signature]
Sandrine CASTERA

Cachet

Statistics

Année	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Nombre	25	26	16	29	25	21	26	37	67	78	47	101	89	166

Statistiques RCO



Statistics

The number of BOI issued is quite low, compared to the number of BTI issued.

However, several reasons explain these statistics :

- the specificity of origin topic : the manufacture of goods entails **variable costs** and suppliers are located in **different geographical areas**. Hence, the origin may change.
- in France, the information on the origin is not only the BOI. Specialized customs services may advice the economic operators by way of a daily contact.

Policy of the Unit E1 of DGDDI

A significant increase of **requests of BOI** and **issued BOI** should be noticed for the 3 last years. Several reasons explain this :

- choice of the administration **to involve on the origin mainly by way of BOI**.
- decisive importance of the collection of all datas needed when a operator requests for an information in origin (**requests by e-mails are not enough**) ;
- the BOI procedure **secures the operator in his customs clearance** ;
- the **FTAs proliferation** creates **a lot of opportunities** ;
- the **growing interest** on the « **made in France** ».

The French customs **communication** is **consistent** with this policy.

The French customs website give access to all the BOI informations.



[Entreprises, la douane vous informe](#) | [Les informations pratiques](#) | [Les éléments déclaratifs caractéristiques de votre marchandise \(origine, espèce, valeur\)](#) | [L'origine des marchandises](#)

➔ L'origine des marchandises

Le Renseignement Contraignant sur l'Origine (RCO)

Si vous souhaitez sécuriser vos opérations à l'international, vous pouvez faire certifier l'origine de votre marchandise par les autorités douanières via une demande de Renseignement Contraignant sur l'Origine (RCO). Ce document est établi gratuitement et est opposable pendant trois ans à l'ensemble des administrations douanières de l'Union européenne.

Pour cela, il vous suffit de faire parvenir cette demande en deux exemplaires et accompagnée d'une enveloppe timbrée au service dont vous trouverez l'adresse ci-dessous :

Direction générale des douanes et droits indirects
Bureau E1 Politique tarifaire et commerciale – *Section origine*
11, rue des deux Communes
93558 Montreuil Cedex
France

Pour plus d'informations, vous pouvez :

- [télécharger la demande de RCO](#) (site des formulaires) ;
- consulter la [notice explicative du RCO](#) ;
- voir la [fiche de présentation du RCO](#) ;
- contacter le bureau E1 : [par messagerie](#).

Page mise à jour le 29/09/2013 par Bureau E1- Politique tarifaire et commerciale

LE RENSEIGNEMENT CONTRAIGNANT SUR L'ORIGINE

REPÈRES

Pour vous aider à déterminer l'origine de vos marchandises à dédouaner, vous pouvez solliciter un renseignement contraignant sur l'origine (RCO).

Opposable à l'ensemble des services douaniers de l'Union européenne, le RCO vous assure une bonne application des réglementations liées à l'origine, facteur de compétitivité pour vous et vos clients.

POUR SÉCURISER VOS IMPORTATIONS ET VOS EXPORTATIONS

POUR BÉNÉFICIER D'UN TRAITEMENT TARIFAIRE PRÉFÉRENTIEL...

...LA DOUANE VOUS AIDE À DÉTERMINER L'ORIGINE

Une marchandise a toujours une origine de droit commun, dite non préférentielle. A cette origine est liée un ensemble de réglementations, telles que le marquage (*made in*) ou encore certaines dispositions de politique commerciale (droit antidumping).

Dans le cadre des accords de libre échange conclus entre l'Union européenne et des pays tiers partenaires (déjà plus de 30 accords de libre échange signés), vous pouvez bénéficier d'un traitement tarifaire préférentiel, c'est-à-dire de droits de douane réduits ou nuls à l'importation. A l'exportation, vous pouvez également en faire bénéficier vos clients. Pour cela, les marchandises que vous importez ou que vous exportez doivent avoir une origine préférentielle conformément aux règles définies au sein de l'accord de libre échange.

► L'origine d'une marchandise constitue donc un enjeu majeur pour votre compétitivité à l'international : une stratégie adaptée dans le choix de vos fournisseurs peut vous permettre de bénéficier d'un traitement tarifaire et commercial avantageux. La bonne application de l'ensemble des réglementations douanières liées à l'origine sécurise vos propres opérations et garantit les intérêts de vos clients.

LE RENSEIGNEMENT CONTRAIGNANT SUR L'ORIGINE

Pour vous aider à déterminer l'origine non préférentielle et préférentielle de vos marchandises, vous pouvez demander un renseignement contraignant sur l'origine (RCO) auprès de l'administration douanière de l'État membre dans lequel vous êtes établi ou dans lequel il sera utilisé.



Direction Générale des Douanes
et Droits Indirects
Bureau Information et Communication
11, rue des deux Communes
93558 MONTREUIL CEDEX
www.douane.gouv.fr

Infos Douane Service

0 811 20 44 44
Côté Plus appel local depuis un poste fixe

FÉVRIER 2013



The **BOI promotion** involves several communication tools :

- The customs **website** ;
- **documentary formats** (example on the left) ;
- **customs-to-business conferences** ;
- **daily contact** of customs offices.

Thank you for your attention !



Benjamin.baud@douane.finances.gouv.fr

Aurelie.canillos@douane.finances.gouv.fr